



La mobilisation de l  EHESS : Vue de l  int  rieur

## Description

*Le 12 mai dernier, l  Agence Média Palestine s  est entretenue avec une étudiante de l  EHESS, membre du syndicat Solidaires étudiant-e-s, mobilisée sur le campus Condorcet.*

Par l  Agence Média Palestine, le 14 mai 2024



Le 8 octobre 2023, le syndicat Solidaires étudiant-e-s EHESS a publi   un communiqué en soutien    la lutte du peuple palestinien. Ce communiqué, affirmant son    soutien indéfectible    la lutte du peuple palestinien dans toutes ses modalités et formes de lutte, y compris la lutte armée   , a

suscitant de nombreuses réactions de la part du corps professoral et de la direction de l'école, allant jusqu'à des poursuites judiciaires pour plusieurs étudiants membres du syndicat.

Le 12 mai dernier, l'Agence Média Palestine s'est entretenue avec une étudiante de l'EHESS, membre du syndicat Solidaires et mobilisée sur son campus. Dans cet entretien, nous revenons sur 7 mois de mobilisation étudiante, de lutte pour la reconnaissance des crimes commis en Palestine, de discussions « ou non » avec la direction de l'école, et de répression.

<https://twitter.com/SolidairesEHESS/status/1711063251843248467>

## Entretien

**AMP** : Peux-tu revenir sur le tout début, comment tout cela a-t-il commencé ?

**Étudiante (A)** : Le 8 octobre, on a écrit un communiqué assez basique, où on revenait sur ce qu'il s'était passé le 7 et où on apportait notre soutien à la résistance palestinienne. Ce communiqué a suscité beaucoup de remous dans l'établissement. Il a été diffusé sur les réseaux sociaux, et aussi en interne sur les listes mails de l'établissement, via une enseignante chercheuse qui a accepté de le diffuser pour nous à ce moment-là sans forcément souscrire à ses termes. Les réactions ont été immédiates. Et aussi contre cette enseignante chercheuse, une campagne de décredibilisation de son travail de chercheuse a commencé avec l'argument de la « séparation du politique et du scientifique ».

**AMP** : Il n'y a pas d'enseignement politique à l'EHESS ?

**A** : Si, il y a une section science politique. Mais surtout, on est un syndicat étudiant qui a toujours partagé du contenu politique, par exemple pendant la réforme des retraites pendant la mobilisation de soutien à la Palestine. Les professeurs se sont donc acharnés contre cette enseignante, mais aussi contre nous. Il y a même eu une pétition signée par l'ancien président de l'établissement, Christophe Prochasson, qui a été conseiller de François Hollande, et plusieurs autres directeurs d'études haut-placés de l'EHESS, qui appelait à ce que l'école prenne des mesures disciplinaires contre notre rencontre. Ça a été un vrai moyen de pression parce que ce sont des pontes de l'EHESS qui l'ont signé. Bien qu'ils n'aient plus de fonction administrative ou décisionnelle proprement parler dans l'établissement, ils continuent d'exercer un certain pouvoir.

Dans le même temps, il y a eu une circulaire de la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche où ndlr : Sylvie Retailleau où nous citons clairement. Elle cite les groupes d'étudiants desquels il faudrait faire attention, et parle de « syndicats étudiants ». Or, le seul syndicat étudiant à ce moment qui avait pris position et s'était exprimé, c'était le nôtre. Elle appelait le 9 octobre à « faire preuve de la plus grande fermeté » et incitait les établissements à prendre des mesures disciplinaires et à faire des signalements auprès de la justice et de la police, afin qu'il y ait de potentielles mesures pénales appliquées. Le Président de l'EHESS où ndlr : Romain Huret où s'est exécuté. Il a également fait un signalement à la plateforme Pharos sur les délits en ligne, à l'encontre de notre communiqué. Nous, ça

nous a permis de démarquer la mobilisation sur le campus, paradoxalement. En révolte contre le fait que la seule réponse de la Présidence au contexte en Palestine, c'était la répression des étudiants qui se mobilisaient. On a organisé des réunions ouvertes, des assemblées générales!

**AMP :** Ces initiatives n'étaient pas primaires à ce moment-là ?

**A :** Non ce n'était pas primaire. Il y a une particularité dans notre école : nous avons une salle sur notre campus, qui est indépendante de l'EHESS. Elle a été occupée par des étudiants l'année dernière et elle a été un peu conquise pour la mobilisation. C'est une cabane au fond du jardin qu'on nous laisse, on l'appelle « l'ACABane ». Ils ont essayé de nous empêcher d'organiser ces événements, en renforçant la sécurité, mais on arrive toujours à s'arranger.

**AMP :** Qu'entends-tu par « renforcer la sécurité » ?

**A :** Le campus sur lequel je suis c'est le campus Condorcet, qui se trouve au métro à Front Populaire, au nord de Paris, installé sur une friche industrielle. Éloigné d'une zone habitée, il est en plus complètement fermé sur lui-même, il y a des grilles qui sont contraires à distance qui segmentent différents espaces du campus et qui enserrant aussi le campus entier. Le campus est placé sous vidéo-surveillance 24h/24. Des étudiants ont essayé de cartographier le dispositif des caméras, et il en ressort qu'il n'y a pas un seul angle mort sur tout le campus. À partir du moment où on entre sur le campus, jusqu'au moment où on en sort, on peut être pisté et surveillé partout, ce qui rend la mobilisation compliquée et qui à mon avis est pensée pour cette raison. Il existe même des douves creusées autour de chaque bâtiment, ainsi que des barbelés placés afin de segmenter certains espaces verts afin d'empêcher les étudiants de s'asseoir dans l'herbe par exemple. Il y a aussi des ronces plantées. C'est hallucinant : les pommiers qui se trouvaient sur les lieux du campus ont été arrachés et remplacés par les barbelés, parce qu'ils avaient peur que les pommes servent de projectiles en cas d'émeutes étudiantes. Il existe aussi des dispositifs physiques anti-émeutes : même si les espaces sont ouverts, on ne peut pas marcher trop nombreux sur la même allée, parce qu'il y a des barrières fixes placées en biais qui nous obligent à zigzaguer. Même lorsque l'on colle des affiches, c'est arraché dans la minute parce qu'il y a des moyens énormes alloués à la sécurité et à son personnel sur ce campus. Il n'existe que deux panneaux d'affichage sur le campus.

**AMP :** Vous êtes combien d'étudiants environ sur le campus ?

**A :** C'est compliqué de le savoir exactement, parce qu'il y a 11 établissements différents de recherche à notamment La Sorbonne, Paris 8, Nanterre qui composent le campus Condorcet. Ça a été pensé au début des années 2000, comme la délocalisation vers un même campus de tous les départements de sciences humaines de Paris. Je pense que cette décision est très politique également : le fait que ce soit les sciences humaines et sociales, liées à la mobilisation étudiante est forte. On délocalise pour accentuer le contraire.

Pour revenir à la mobilisation, malgré toutes ces complications sécuritaires qui ne font pas du campus un lieu de vie et donc un lieu de mobilisation, on a quand même réussi en octobre à organiser un meeting avec 150 personnes dans le public, dans notre cabane. On a organisé des ateliers de drapeaux dans certains bâtiments, des petits rassemblements avec des fumigènes, des

projections, une exposition? Tout ceci s'est organisé de manière informelle. Nous avons toujours commencé par essayer de réserver des salles d'exposition, de projection, on ne nous les a jamais accordées, et donc chaque fois on les a occupées. Par exemple on a organisé une expo photo, on n'avait nulle part où l'accrocher, on est allés dans la cabane (l'ACABane) et on a affiché les photos au mur. Pareil pour le meeting : on avait nulle part accueillir 150 personnes, et on a fini tous entassés dans une trop petite salle.

**AMP** : Pouvons-nous revenir sur les expressions des professeurs et enseignants pendant cette période ?

**A** : Il y avait notamment une professeure en sociologie, Eva Illouz, qui a publié le 7 ou le 8 octobre une [tribune dans le Monde](#) absolument horrifiante, qui a aussi été relayée sur les listes mails de l'École, et qui faisait littéralement l'apologie du génocide. Cette tribune disait en substance : « Les morts civiles à Gaza sont seulement les victimes collatérales d'une guerre contre le terrorisme du Hamas ». Elle n'est pas la seule à tenir ce genre de discours.

Nous avons décidé d'envahir le conseil scientifique parce qu'à plusieurs reprises, des professeurs et des étudiants ont essayé de voter une motion au sein de l'établissement, une motion très simple qui appelle juste à un cessez-le-feu et qui mentionne également la libération des otages. Une motion donc très idéaliste et qui n'est pas du tout de la même intensité que le communiqué que nous avons publié le 7 octobre. Le vote de cette motion a été empêché par la Présidence au conseil scientifique à plusieurs reprises. Ils ont voté contre le fait même de soumettre cette motion au vote. Même procédé en conseil administratif, et même procédé en assemblée des enseignants chercheurs. Trois fois un vote sur le fait de voter ou non la motion, et trois rejets. Il n'y a jamais eu de discussions. Les rédacteurs de la motion, un collectif d'enseignants chercheurs de l'École, n'ont même pas pu défendre leur motion. Aucun dialogue, aucune discussion, aucun débat.

C'est face à cette situation, face au silence de notre Présidence et face à la répression que nous avons reçu des [convocations de la police judiciaire pour « apologie du terrorisme »](#) que nous avons décidé d'envahir le conseil scientifique pour exiger, maintenant que les votes ont montré leur inefficacité, une prise de position.

**AMP** : Cela s'est passé quand ?

**A** : Fin avril, au moment des premières occupations de facs. Ça a donné une scène absolument lunaire : pendant 5 heures, on a été enfermés à l'intérieur de l'établissement avec la Présidence. Tout a été fermé, pour éviter que des gens de l'extérieur puissent rentrer. La police était devant l'établissement, dont une voiture de policiers en civil postée devant le bâtiment de l'administration tout le long des 5 heures de négociations. Dès qu'ils nous ont vu arriver, ils ont levé la séance du conseil et sont partis. Je pense que finalement ils ont dû recevoir un appel pour leur dire « ils vont occuper la fac, donc restez à l'intérieur avec eux ». J'ai été frappé par le niveau politique de ces représentants de l'établissement, que j'ai trouvé extrêmement faible. Un enseignant chercheur nous a dit : « Vous parlez de [35 000 morts](#), c'est plutôt moins », on lui répond que c'est en fait plutôt plus, il continue « Vous utilisez les chiffres du Hamas », à quoi on lui répond qu'on utilise les chiffres du Ministère de la Santé, il nous répond « Oui, le Ministère de la Santé du Hamas ». Un autre professeur nous a dit avoir été extrêmement choqué par la violence de notre interruption et qu'il avait eu

lâ??impression de se trouver dans un *checkpoint* au Chiapas, face Ã de dangereux bandits mexicains. Notre intervention Ã©tait pourtant trÃ¨s soft, on a ouvert la porte, on a pris des chaises, on s'assise, on n'a mÃªme pas sorti le mÃ©gaphone qu'on avait dans notre sac ni scandÃ© de slogans. Ils ont peut-Ãªtre Ã©tÃ© impressionnÃ©s par notre nombre â?? on Ã©tait une cinquantaine â?? mais on a Ã©tÃ© trÃ¨s calmes.

Le PrÃ©sident n'Ã©tait pas prÃ©sent. On a dÃ©clarÃ© qu'on restera dans cette salle jusqu'Ã ce que le PrÃ©sident nous reÃ§oive. Il y avait un mÃ©pris absolu. La vice-PrÃ©sidente qui Ã©tait lÃ Ã©tait extrÃªmement agressive, et n'avait cessÃ© de se prÃ©senter comme une « simple exÃ©cutante » et d'expliquer qu'elle ne pouvait rien faire. Elle nous a dit « Ce que vous demandez a dÃ©jÃ Ã©tÃ© fait, le PrÃ©sident a dÃ©jÃ pris position ». Nous, ce qu'on demandait, c'Ã©tait une prise de position claire de condamnation de lâ??apartheid et du gÃ©nocide en cours. On demandait aussi qu'il y ait un soutien public des Ã©tudiants rÃ©primÃ©s, de lâ??EHESS et des autres. Enfin, on demandait Ã ce qu'on acte le fait qu'il n'y ait pas de partenariat â?? dans le futur, car actuellement il n'en existe pas â?? avec des universitÃ©s israÃ©liennes. Que ce soit inscrit, et qu'Ã lâ??inverse on enclenche des initiatives pour qu'il y ait des partenariats avec des universitÃ©s palestiniennes.

**AMP** : Vous parlez de lâ??Ã©tudiants rÃ©primÃ©s, comment se traduit la rÃ©pression extÃ©rieure ?

**Ã** : Une plainte pour « apologie du terrorisme » a Ã©tÃ© dÃ©posÃ©e. Et six Ã©tudiants de lâ??EHESS ont Ã©tÃ© convoquÃ©s au service de police anti-terroriste.

<https://twitter.com/SolidairesEHESS/status/1777997046110167064>

**AMP** : Comment se sont passÃ©es ces convocations ?

**Ã** : Elles ont eu lieu entre fÃ©vrier et mars. C'Ã©st des procÃ©dures qui sont assez lourdes, il s'agit de rÃ©pression purement politique. Les Ã©tudiants ne sont pas interrogÃ©s comme un groupe, alors que la plainte concerne le groupe « Solidaires », mais en tant qu'individus, sur leur positionnement politique personnel, leur rapport Ã lâ??Islam, Ã lâ??islamisme, au Hamas, parfois mÃªme sur leur confession.

**AMP** : Revenons un peu en arriÃ¨re. Tu parlais tout Ã lâ??heure du refus de votre droit Ã la libertÃ© de lâ??expression lors de la rÃ©union avec la vice-PrÃ©sidente ?

**Ã** : Cette irruption du conseil scientifique nous a permis de lâ??obtenir deux choses, Ã la fin de 5 heures de nÃ©gociations intenses : une rÃ©union avec le PrÃ©sident prÃ©vue une semaine aprÃ¨s, et une rÃ©union publique deux semaines aprÃ¨s.

Le PrÃ©sident nous a expliquÃ© qu'il avait dÃ©jÃ pris position lors de lâ??un cycle de dÃ©bat en fÃ©vrier, Ã lâ??EHESS, intitulÃ© « IsraÃ©l-Palestine : les mots pour le dire ». Au cours de lâ??introduction de ce cycle de dÃ©bats, il avait exprimÃ© la position de lâ??Ã©tablissement qui Ã©tait, je cite : « La paix lÃ -bas, et de riches dÃ©bats intellectuels ici ». Pendant toute son introduction, il n'a pas mentionnÃ© une seule fois la Palestine, IsraÃ©l, le gÃ©nocide, et la guerre menÃ©e contre les Palestiniens de Gaza : rien. Les mots que le PrÃ©sident a choisis sont : « lÃ -bas », « proche orient » et « Ã©vÃ©nements ». Il nous a donc expliquÃ© que cette prise de

position était pour lui suffisante. Il a ajouté qu'il se sentait très attaché au principe de liberté d'expression, que c'est pour ça qu'il avait organisé des débats, que c'est nous qui refusons le débat en ne se rendant pas à son cycle de conférences. Quand on a lui a répondu qu'il ne favorisait ni le débat ni la liberté d'expression en nous attaquant publiquement pour « apologie du terrorisme », il a répondu : « Le débat doit s'exercer dans le respect de tous, ne pas virer à l'antisémitisme et respecter les motions des étudiant-e-s juifs-ives », qui seraient venus le voir pour lui dire que l'atmosphère antisémite de l'École était insupportable.

**AMP** : Y-a-t-il des étudiant-e-s juifs-ives dans votre mobilisation ?

**Å?** : Oui. Il y a des étudiantes juives au sein de Solidaires qui sont aujourd'hui inquiètes par les forces de police anti-terroristes.

**AMP** : Vous disiez tout à l'heure qu'on vous avait interdit de parler, est-ce que vous pouvez revenir là-dessus ?

**Å?** : Au tout début je parlais des réactions qui ont été suscitées par notre communiqué, parmi ces réactions on voyait souvent la condamnation de « l'attaque terroriste du Hamas ». On pensait que le temps passant, au vu de l'horreur de la situation à Gaza, les positions bougeraient et évolueraient, mais pas du tout. En novembre, on a publié à l'occasion de la journée pour la lutte contre les violences faites aux femmes une analyse matérialiste de ce que signifie le féminisme en contexte colonial et dans le contexte de la colonisation israélienne, dans le contexte du génocide en cours. On essayait de contrecarrer le discours qui disait simplement « Soutien aux femmes », ce qui ne veut rien dire. Suite à cela, une professeure, Judith Lyon-Caen, a répondu en nous accusant d'antisémitisme et de négationnisme, pour l'usage du mot « génocide » par exemple. Alors qu'elle-même qualifie de « génocide » le 7 octobre. Elle essaye de nous expliquer que pour Gaza il n'y aurait pas de preuves matérielles et intentionnelles, alors que pour le 7 octobre on peut parler d'intention de génocide. C'est quelque chose qui a été repris plusieurs fois dans les listes de mails. Yves Cohen, ancien maoïste et ami de Linhart, a plusieurs fois fait circuler dans les listes de mails : « Le 7 octobre, c'est un génocide. Ce qui se passe à Gaza est une riposte légitime ». Par rapport à ces messages, le Président ne souhaite pas s'exprimer car il se dit très attaché au principe de liberté d'expression !

On nous a également répondu, suite à une publication sur l'aide matérielle aux Palestiniens et Palestiniennes, que l'EHESS n'était pas la Croix Rouge. Nous avons rappelé que l'EHESS avait déboursé 30 000 euros de ses propres fonds en soutien à l'Ukraine, qu'on pouvait faire des dons en passant par le site de l'École, que de très nombreuses mesures ont été prises dans l'EHESS pour venir en aide aux étudiants et aux chercheurs ukrainiens et ukrainiennes. Il nous a répondu que ce n'était pas la même chose, que pour la Palestine cela ne faisait pas consensus, et il a ensuite refusé d'en dire plus.

**AMP** : Aucun-e professeur-e ne vous soutient ?

**Å?** : Certains se sont exprimés, d'autres nous ont soutenus, un prof surtout. Des professeurs s'expriment en faveur d'un cessez-le-feu, mais pour ce qui est du soutien concret aux étudiants mobilisés, c'est plus faible. Ils ont très peur parce que tous les postes de pouvoir de

---

lâ??EHESS sont tenus par des rÃ©actionnaires, des gens qui cachent Ã  peine leur soutien inconditionnel Ã  IsraÃ«l .

**AMP** : Est-ce que les mobilisations de Sciences Po vous ont renforcÃ©s ?

**Ã?** : Bien-sÃ©r. Depuis la montÃ©e en intensitÃ© de leurs formes de mobilisation, Ã§a a donnÃ© de la force et Ã§a a inspirÃ© les Ã©tudiants des autres facs pour faire pareil. En voyant que les uns avaient le courage de le faire, et que la portÃ©e de leurs actions prenaient de lâ??ampleur, Ã§a a poussÃ© de nouveaux Ã©tudiants Ã  rejoindre le mouvement.

**AMP** : OÃ¹ en Ãªtes-vous maintenant ?

**Ã?** : Ã  lâ??instant T, c'Ã©tÃ© Ã©tudiant, plus la PrÃ©sidence a Ã©tÃ© sourde et muette, plus les Ã©tudiants ont rejoint la mobilisation. Dans les derniers jours, derniÃ¨res semaines, il y a eu des centaines de personnes pour organiser la mobilisation, des dÃ©ambulations dans le campus. Demain, le 13 mai, se tiendra la fameuse rÃ©union publique organisÃ©e par la PrÃ©sidence. Le mot d'ordre qui a Ã©tÃ© passÃ© au sein des Ã©tudiant-e-s, c'est Ã « Rendez-vous Ã  10h, pour faire de cette rÃ©union le cauchemar de Romain Huret et rejoindre lâ??intifada Ã©tudiante Ã ». Affaire Ã  suivre.

**PS** : Le lundi 13 mai, les Ã©tudiants de lâ??EHESS ont dÃ©cidÃ© en AssemblÃ©e GÃ©nÃ©rale, d'occuper le bÃ¢timent du campus Condorcet et de faire de cet espace un lieu ouvert de mobilisation et de politisation anticolonialiste, pour la Palestine. Voici le message publiÃ© au moment de la rÃ©union ouverte organisÃ©e par la prÃ©sidence :

Ã« Le comitÃ© Palestine EHESS Condorcet a dÃ©cidÃ© de ne pas se rendre Ã  la rÃ©union organisÃ©e par Romain Huret. Ã? de nombreuses reprises nous avons essayÃ© de discuter et Ã  chaque fois ces discussions ainsi que les motions proposÃ©es dans les instances ont Ã©tÃ© repoussÃ©es ou refusÃ©es (Ã?!). Nous n'attendons rien de cette rÃ©union publique avec le prÃ©sident et nous vous proposons donc de nous rejoindre dans lâ??amphi vert pour construire ensemble une mobilisation pour la Palestine et contre le gÃ©nocide en cours Ã ».

*Entretien menÃ© le 12 mai 2024, par lâ??Agence MÃ©dia Palestine.*

**date crÃ©Ã©e**  
2024/05/14